

Une « force d'action rapide africaine »

Jean Chatain

L'Humanité, 5 juillet 1994

LE gouvernement français s'est dit lundi déterminé à poursuivre l'opération humanitaire en cours au Rwanda, ajoutant que « *la décision de créer une zone de sécurité humanitaire traduit bien notre volonté de nous adapter à la situation et à continuer de remplir la mission qui nous a été confiée par l'ONU (...). Nous prenons les dispositions nécessaires pour poursuivre notre mission et continuer de venir au secours des populations menacées* », a ainsi affirmé Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, ajoutant : « *Il s'agit d'établir une zone dans laquelle nous veillerons à ce qu'aucune activité de groupes armés, de nature à porter atteinte aux populations menacées, ne puisse s'exercer.* »

Quelle serait cette zone? Selon les premières informations disponibles, elle irait du secteur de Kivumu et Kibuye au nord à la frontière burundaise au sud, de Gikongoro à l'est à la frontière zaïroise à l'ouest. Soit une bonne moitié de la portion de territoire rwandais encore aux mains de la dictature. Autant dire que la première conséquence de cette initiative serait d'interrompre l'offensive en cours du FPR et de permettre la concentration des FAR (Forces armées rwandaises) sur l'autre moitié de la zone « *gouvernementale* », celle située plus au nord et axée sur la ville de Gisenyi. Deuxième remarque,

le qualificatif « *sécurité humanitaire* » cadre mal avec un secteur où se sont accumulés les massacreurs de la milice reculant devant les combattants FPR. Tous les témoignages confirment que le règne de la machette n'y est pas terminé. L'envoyé spécial du « *Figaro* » s'est récemment fait l'écho de cette anecdote atroce : des miliciens circulant en 4x4 ornées de drapeaux tricolores ; des réfugiés tutsis sortent de la brousse, où ils s'étaient cachés, et font de grands signes ; les miliciens stoppent et massacrent.

Que la France se retrouve isolée dans son aventure rwandaise, le ministre Léotard le confirme avec amertume dans un article au « *Monde* » : « *L'Europe ne nous a pas suivis. L'Amérique est distante. L'Afrique sceptique ?* » Assurant que son gouvernement souhaitait une « *présence militaire forte* », François Léotard se prononce pour la création d'une « *force d'action rapide africaine, multinationale, susceptible d'intervenir sur le continent, sous mandat de l'ONU et de l'OUA* ». Avec cette précision aussitôt ajoutée : « *Nous savons bien que la création d'une telle force peut et doit être partagée entre l'Afrique et l'Europe. Et pour cette dernière avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie notamment* » François Léotard précise que cette force devrait se constituer « à

partir du Corps européen et des forces sud-africaines ».

Puis François Léotard appelle à « un refus : celui de la période postcoloniale où chacune des puissances européennes a défendu en Afrique son influence (...). Nous devons faire aujourd'hui ensemble et différemment ce

que pendant trente années nous avons fait séparément ». L'époque du néocolonialisme conduit par telle ou telle ancienne métropole serait donc révolue à ses yeux. Place à un néocolonialisme collectif?

J. C.